

- **Référence:** quatrième convention ACP-CEE, signée à Lomé le 15 décembre 1989 — Bull. CE 12-1989, points 1.2.1 à 1.2.3

M. Marín a été reçu par M. D. arap Moi, président de la république, ainsi que par plusieurs membres du gouvernement, avec lesquels il s'est entretenu principalement du soutien apporté par la Communauté aux mesures d'ajustement structurel appliquées par les autorités kényanes, de la mise en œuvre de la nouvelle convention ACP-CEE et des perspectives de la coopération régionale dans le cadre de la zone de commerce préférentiel dont le Kenya assume actuellement la présidence. Comme à l'occasion de ses visites en Tanzanie et en Ouganda, M. Marín a rassuré ses interlocuteurs sur les conséquences de l'achèvement du marché intérieur et des changements en Europe centrale et orientale pour la coopération entre la Communauté et ses partenaires ACP.

1.4.39. Visite de M. Marín, vice-président de la Commission, en Ouganda, du 7 au 9 juin.

- **Référence:** quatrième convention ACP-CEE, signée à Lomé le 15 décembre 1989 — Bull. CE 12-1989, points 1.2.1 à 1.2.3

Lors de ses entretiens avec M. Y. Museveni, président de la république, et avec plusieurs membres du gouvernement, M. Marín a abordé les perspectives ouvertes par la nouvelle convention ACP-CEE, dans le cadre de laquelle l'Ouganda demeure un des principaux bénéficiaires du soutien communautaire, la coopération régionale, la situation en Afrique australe, les efforts de redressement économique des autorités ougandaises et l'appui de la Communauté aux mesures d'ajustement structurel ainsi qu'en matière de protection de l'environnement.

~~1.4.40. Visite à la Commission de M. C. Oye Mba, Premier ministre du Gabon, le 11 juin.~~

Accompagné de six ministres du gouvernement gabonais, M. Oye Mba s'est entretenu avec M. Marín, vice-président de la Commission, des mutations politiques et institutionnelles en cours ainsi que des problèmes économiques et financiers de son pays. M.

Marín, quant à lui, a exprimé les préoccupations de la Commission à propos des récents événements et a fermement rappelé l'attachement de la Communauté au respect des droits de l'homme: il a indiqué à son interlocuteur que la Commission attendait les clarifications et le redressement qui s'imposent, et a souligné que l'aide communautaire devait s'inscrire dans un système de démocratie économique qui permette d'en assurer le bénéfice à toute la population gabonaise.

1.4.41. Visite à la Commission de M. P. Buyoya, président de la république du Burundi, le 22 juin.

- **Référence:** quatrième convention ACP-CEE, signée à Lomé le 15 décembre 1989 — Bull. CE 12-1989, points 1.2.1 à 1.2.3

Le major Buyoya, accompagné de plusieurs membres du gouvernement burundais, a été reçu par M. Marín, vice-président de la Commission, auquel il a présenté les lignes générales de la politique d'unité nationale et de développement menée au Burundi, notamment la priorité accordée à la décentralisation, à la participation et à la sensibilisation des populations. M. Marín a réaffirmé l'appui communautaire aux efforts des autorités burundaises en vue du développement et de la paix, soulignant que la nouvelle convention de Lomé devrait fournir les instruments à cette fin. Cette visite a été l'occasion d'un échange de vues sur les principaux instruments de coopération, notamment le Stabex et l'appui à l'ajustement structurel.

Actions générales de coopération au développement

Produits de base et accords mondiaux

Nickel

1.4.42. Groupe d'étude international.

Séance inaugurale à La Haye, du 25 au 28 juin. Douze États, dont la République